Grève du 3 juin 2021 : les crèches, malgré une mobilisation de deux ans, toujours dans le collimateur du gouvernement

Malgré les fortes mobilisations des salarié·e·s du secteur de la petite enfance, depuis maintenant plus de deux ans, le gouvernement de Macron s'obstine à vouloir passer en force et imposer son projet de réforme des établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE), initié par le secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles, Adrien Taquet.

Les conditions d'accueil dans les établissements d'accueil des jeunes enfants (souvent appelés crèches) n'ont cessé de se dégrader depuis dix ans à cause des politiques néolibérales des gouvernements successifs, détruisant méthodiquement les services publics pour les ouvrir aux intérêts privés. Ce projet de réforme néfaste dégradera incontestablement les conditions de travail des professionnel·le·s et la qualité d'accueil des enfants puis qu'il est prévu :

- une diminution du taux d'encadrement des bébés ;
- un calcul de l'effectif moyen annuel du personnel pour le ratio des 40 % de diplômé·e·s et 60 % de qualifié·e·s ;
- un accueil des enfants en surnombre quotidiennement ;
- une prise en compte des apprenti·e·s dans le calcul du taux d'encadrement ;
- une absence d'expérience professionnelle pour les personnel·le·s encadrant·e·s ;
- une réduction de la surface d'accueil des enfants de 7m2 à 5,5m2 ;
- l'autorisation d'administrer des médicaments par des professionnel·le·s non qualifié·e·s ;
- l'augmentation des capacités dérogatoires d'accueil des micro-croches à 16 enfants,
- etc.

Pour faire des économies et permettre le développement de structures privées, le gouvernement veut des crèches publiques avec du personnel moins formé, moins nombreux, encadrant plus d'enfants, dans moins d'espace. Dans un contexte de crise sanitaire, et dans des structures dans lesquelles les gestes barrières ne sont pas vraiment applicable, ce projet de réforme en devient encore plus ignoble. Évidemment, le gouvernement choisit encore le déni total de ce qu'il reste de démocratie dans notre pays en voulant passer en force par ordonnance.

Là encore, la politique au service du profit est parfaitement illustrée par ce

gouvernement : plutôt que de mettre au centre les besoins sociaux, les conditions de travail, la qualité d'accueil pour les enfants, à l'image de la gestion de la crise sanitaire du covid le gouvernement choisit, comme les gouvernements précédents, la destruction des services publics.

La réforme est d'autant plus abjecte qu'elle entretient le mode d'organisation patriarcale de notre société. Tout parent a pu constater le manque criant de crèches municipales, les places sont rares, les listes d'attentes extrêmement longues. Tout cela est générateur de beaucoup de stresse, notamment pour les mères qui portent souvent toute la charge mentale, pousse des mères dont ce n'était pas forcément le choix à arrêter de travailler pour élever leurs enfants le temps qu'ils et elles aillent à l'école, etc.

Après les grèves et manifestations pour la seule année 2021, des 30 mars et 2 février, le jeudi 3 juin 2021, avec le collectif « Pas de bébés à la consigne », les organisation syndicales CFDT, CGT, FSU, SUD, et FO appellent à faire grève et à manifester donc les lieux sont pour l'instant les suivants (repris du site «Pas de bébés à la consigne» :

- Anglet, rassemblement à 10h30 devant la permanence de la députée Mme Florence Lasserreu, 1 allée Andromède
- Angoulême, rassemblement à 14h30 devant la CAF
- Annecy, rassemblement à 14 heures devant la préfecture
- Avignon, rassemblement à 10h30 devant la permanence de la députée Mme Souad Zitouni, rue Guillaume Puy
- Carcassonne, rassemblement à 10h square Gambetta
- Clermont-Ferrand, rassemblement à 10h place de Jaude
- Dijon, rassemblement à 14h devant la préfecture
- Grenoble, rassemblement à 9h place de Verdun
- Le Mans, rassemblement à 14h devant la permanence du député D.Pichereau au 18 rue Gougeard
- Limoges, rassemblement de 10h à 13h devant les bureaux de la députée Beaudoin Hubiere, 9 rue St Surin
- Lyon, rassemblement à 10h place de la Comédie
- Montpellier, rassemblement à 11h sur la promenade du Peyrou
- Nice, rassemblement à 9h30 Place Masséna
- Paris, manifestation à 10h place de l'Odéon (devant le théâtre de l'Odéon)
- Pau, rassemblement à 10h30 sur le parvis du Conseil départemental
- Rennes, à 10h30 devant le Conseil départemental
- Rodez, rassemblement à 14 h devant la Préfecture, Place Charles de Gaulle
- Sens, manifestation à 10h30 départ devant le marché couvert
- Toulouse, rassemblement à 10h place du Capitole
- Tours, rassemblement à 9h30, place de la préfecture

Nous nous joignons à cette mobilisation, il est plus que nécessaire de garantir un ratio d'encadrement convenable d'au moins un·e professionnel·le pour cing enfants, d'élever

la qualification en EAJE, avec un plan de formation initiale et continue adéquate, de limiter l'accueil en surnombre, de garantir au moins 7m² par enfants, de rendre les crèches gratuites, et d'ouvrir des crèches sur tout le territoire, en commençant pas les quartiers populaires (actuellement seul un enfant sur huit peut être accueilli en crèche).

Une pétition est toujours en ligne.

Cette attaque supplémentaire est très importante car elle touche les tout.e.s-petit·e·s, et c'est un symbole fort, illustrant toute la monstruosité d'un gouvernement au service du grand capital, elle s'inscrit dans une politique globale. Elle s'accompagne de toujours moins de moyens dans les hôpitaux, dans les écoles, les collèges, les lycées, et à l'université, et la crise sanitaire a montré l'extrême urgence d'améliorer tous ces services fondamentaux. Ce monde que consolide le gouvernement Macron, monde au service du profit capitaliste, au détriment de nos vies, de nos conditions de travail, ce monde là, il faut l'abattre. Il est basé sur l'exploitation des plus démuni·e·s, et enrichit toujours les mêmes représentant une partie infime de la population. La contre réforme des crèches nous montre que le chemin pour l'égalité des genres est encore long, et que la société patriarcale, ce fléau, est encore construite sur de solides bases. Il faut donc que collectivement, nous les exploité·e·s, les opprimé·e·s, les dernier·e·s de cordée, les sans-dents, nous toutes et tous sur qui repose toute la production de richesse du pays, et sur le dos desquel·le·s les capitalistes s'enrichissent, que nous relevions la tête, et qu'à l'image de cette lutte contre la réforme des crèches nous bloquions la machine capitaliste. Pour cela, il faudra construire un mouvement d'ensemble, une grève massive, qui bloque l'économie et qui permettra enfin d'envisager de changer les règles du jeu, et de jeter les bases pour construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions : une société communiste.

Lucas Battin, le 2 juin 2021